

La lettre de Auxane février 2021

Lendemain d'une (première) soirée en centre d'hébergement d'urgence

Au début, je ne voulais pas aller en centre d'hébergement d'urgence parce que j'avais peur de ne pas avoir les épaules assez larges.

Je n'y connaissais rien et j'avais entendu dire, ou je l'imaginai bien moi-même, qu'on pouvait se faire cracher dessus, que les « hébergé.e.s » pouvaient chier en plein milieu des couloirs et qu'il fallait nettoyer la merde.

Au début, je me sentais conne, parce que la saleté (et les réalités) de la rue me faisait peur. Je voulais pas choper la galle, ou des puces. J'ai honte.

J'avais peur de voir des familles à la rue qui n'avaient d'autres solutions que le centre d'hébergement d'urgence. Je pensais que je tiendrai pas le coup face à des bébé de 8 mois, face à des enfants de 6, 7, 8, 9 ans. On m'a dit « tu verras, ils restent des gosses, qui jouent, qui rient, qui balancent l'autre qui a fait une connerie ».

J'avais peur de rencontrer ces « hommes isolés », pour certains alcools-dépendants, certains d'entre-eux en crise de manque. J'avais peur de voir leurs mains trembler, d'être impuissante face à une crise de delirium tremens.

Au début, je ne voulais pas aller en centre d'hébergement d'urgence en crise de confinement total. Devoir servir la soupe (pas celle qui se mange, l'autre) de « toute sortie est définitive ». J'ai un sérieux conflit interne concernant le concept de confinement total pour ces personnes... Considérant les conditions de confinement qui sont les leurs, ça m'interroge sérieusement de devoir leur dire que toute sortie est définitive (sauf pour raison médicale ou justice), alors que le reste de la population peut quand même se déplacer pour prendre un peu l'air ou faire une course rapide... Au-delà du caractère infantilisant, je trouve cela profondément déshumanisant.

Et puis j'y suis allée, parce qu'il fallait que je sorte de cette peur et que, comme diraient des ayatollah des mouvements Colibris, que moi aussi « je fasse ma part ». Parce que je ne peux pas fermer les yeux.

Donc je suis arrivée sur un des centres d'hébergement d'urgence de la ville où je travaille. J'y ai vu les mères isolées, les parents fatigués, les bébés de 8 mois, les gosses de 6, 7, 8, 9 ans, les hommes isolés et « alcool-dépendants ». De manière très égocentrée je me suis dit « putain j'ai de la chance, ces hommes en manque ont (pour le moment) juste des tremblements ». Je m'y attendais pas mais j'ai aussi vu des gosses poly-handicapés (Infirmités motrices et cérébrales).

Dans ce centre d'hébergement d'urgence, j'ai vu ceux que le gouvernement, les hommes et femmes aux pouvoirs appellent « les invisibles ». Allez vous faire foutre avec cette expression à la con. Ils sont visibles, ils sont là, ils existent. Dites plutôt que vous ne voulez pas les voir, que vous préférez fermer les yeux. Peut-être est-ce plutôt vous que nous devrions appeler les « mal voyants ».

L'ironie dans tout ça, c'est que je les mal-voyais moi aussi. Peut-être un peu parce que je n'y connaissais rien. Alors j'ai vu de manière encore plus flagrante une lutte des classes où les opprimés, les exclus, les dominés n'ont plus d'armes pour lutter. J'ai bien vu de la

merde dans le centre d'hébergement d'urgence, mais c'était pas celle de ceux qu'on appelle « les hébergé.e.s ». Ces hébergé.e.s qui, à la fin de la trêve hivernal seront remis à la rue, comme de la merde dans un égout.

C'est dur, en fait, de ne pas pouvoir se toucher. De devoir mettre encore de la distance avec cette crise sanitaire.

A vrai dire, je suis en colère parce que les personnes concernées par l'action sociale, les personnes qu'on accompagne (que ce soit dans les foyers, les IME, l'urgence sociale et autres), l'Etat n'a rien prévu, il ne s'en soucie pas. Alors qu'il devrait les voir. Alors qu'il devrait s'y connaître. Mais il semblerait que ce qui compte pour ce gouvernement, c'est de faire bosser ceux qui le peuvent en continuant de briser le code du travail pour soutenir un système économique qui s'écroule.

Le secteur social lui aussi est en crise. Parce que le travail social lui aussi est « en marche » d'industrialisation (cf. Jonathan Louli). Parce que le travail social et quasi tous ses champs d'intervention ont été ravagés par les coupes budgétaires successives et subissent logiques marchandes et politiques d'austérité.

Aujourd'hui, je n'ai pas peur. Je suis en colère. Je suis enragée.

